



Publié sur *Famine Early Warning Systems Network* (<http://www.fews.net>)

Afrique de l'Ouest

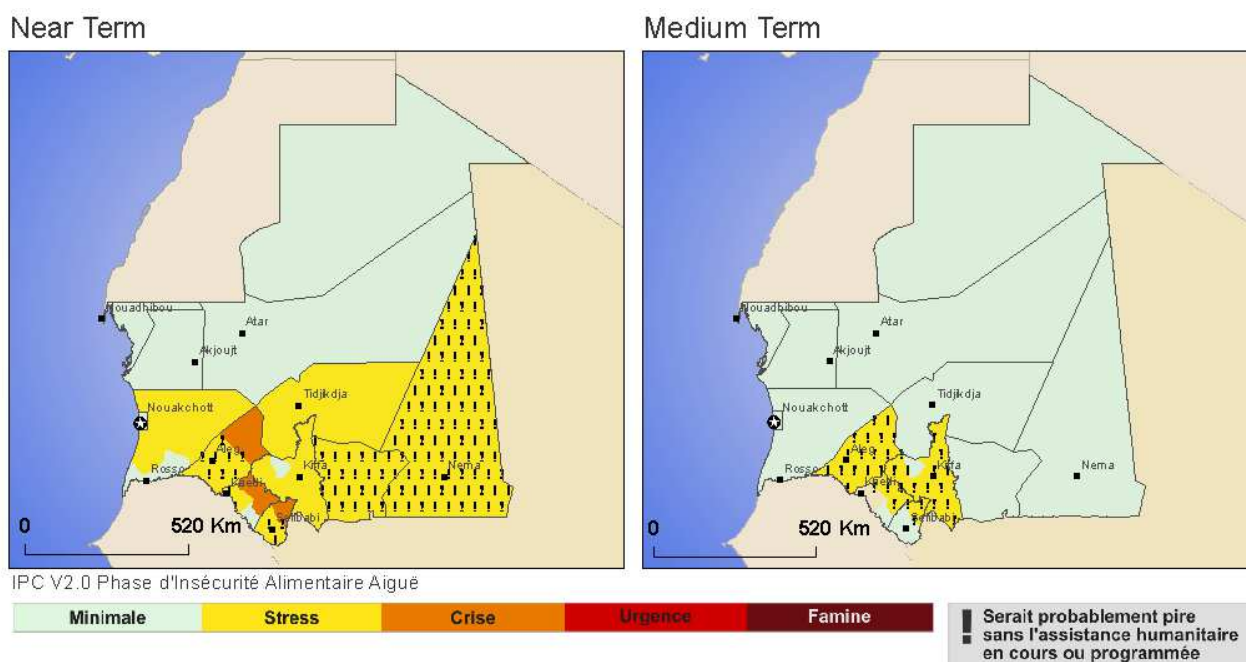
Mauritania

This country is monitored by local FEWS NET staff

Perspectives sur la sécurité alimentaire

Crise insécurité alimentaire aiguë commence dans certaines zones du pays

Avril 2014 - Septembre 2014



Messages clés:

Les ménages pauvres de certaines poches de l'ouest des zones agropastorales et de cultures pluviales, déjà en Stress (Phase 2 de l'IPC) depuis janvier 2014, feront face à une situation de Crise (IPC Phase 3) entre avril et juillet. La dégradation des conditions pastorales, l'importante baisse de leurs revenus saisonniers et la dépréciation des termes d'échange bétail à céréales font qu'ils commencent à connaître des déficits de consommation.

Bien que la production agricole des autres zones moyennes d'existence n'ait pas été aussi fortement touchée que celles des régions de l'ouest de nos zones de préoccupation la

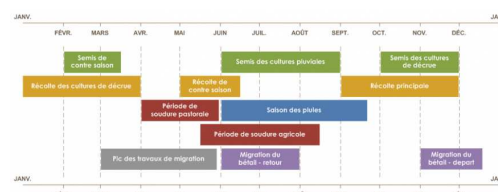
production céréalière globale reste toujours nettement inférieure à celle d'une année moyennes. Les ménages pauvres devraient en conséquence, avoir des difficultés à protéger leurs moyens d'existence et resteront soumis à cette contrainte (IPC Phase 2) jusqu'en juin.

Nouakchott continue d'approvisionner régulièrement et suffisamment les marchés de l'intérieur en denrées alimentaires importées. En plus, le démarrage normal la saison des pluies, prévu à partir de juin, devrait conduire à une demande de main-d'œuvre agricole normale, à une bonne disponibilité de pâturage et d'eau, et à une évolution typique des prix. Cette amélioration des conditions va se traduire, avant septembre, dans la plupart des zones de moyens d'existence, par une insécurité alimentaire Minimale (Niveau 1 IPC2.0).

Contexte Nationale

SITUATION ACTUELLE

Sur le plan agricole : La récolte des cultures de décrue sont totalement achevée dans toutes les zones continentales et dans la vallée du fleuve Sénégal. Suite à l'infestation par les cantharides et la sésame, cette récolte a été fortement affectée. Cependant, les cultures de maïs, patates, niébé et courges réalisées sur les berges du fleuve et de ses affluents qui traversent souvent le sud-ouest de la zone agropastorale étant moins agressées par les ennemis de cultures, ont donné de meilleurs résultats et contribuent à améliorer l'accès alimentaire des ménages qui les pratiquent. Malgré, les déficits localement enregistrés, sur toutes les typologies, les statiques agricoles continuent de soutenir que la production nationale, est supérieure à la moyenne des cinq dernières années.



CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE

Source: FEWS NET

La campagne de contre saison chaude de riz dans la vallée du fleuve et dans l'ouest de la zone agropastorale (périmètre de Fom Gleïta) est en cours fortement boostée par les dernières mesures gouvernementales (appui aux intrants et annulation des dettes antérieures). On s'attend à des superficies exploitées égales à supérieures à celles de la moyenne des cinq dernières années. La récolte et la commercialisation des cultures maraichères sont en cours dans la vallée du fleuve et dans les zones oasiennes. Leurs productions sont déjà vendues dans les marchés et on s'attend à ce que les ménages pauvres en tirent des revenus au moins égaux à ceux d'une année moyenne.

Sur le plan pastoral : La saison sèche se progresse avec une occurrence des feux de brousse plus intense que normale dans certaines zones qui accélère la dégradation des conditions pastorales. Les pâturages sont déjà fortement dégradés dans la zone de transhumance pastorale, dans la vallée du fleuve Sénégal et dans l'ouest de la zone agropastorale. En sus du mauvais développement des pâturages lié à la répartition irrégulière des pluies au cours de la précédente saison des pluies, l'arrivée massive des transhumants en provenance du Sénégal et du Trarza a précipité la disparition des pâturages et entraîné de précoces et atypiques transhumances internes. Dans le reste du pays, si les éleveurs commencent déjà à connaître des problèmes d'eau de surface avec un recours précoce aux puisards, les pâturages restent, comme en année moyenne, encore suffisants pour répondre au besoin du cheptel local jusqu'à la régénération du pâturage avec l'arrivée des prochaines pluies.

Sur le plan des revenus saisonniers : La baisse, dans l'ouest de la zone agropastorale, des quantités récoltées en décrue s'est accompagnée de celle de l'offre des travaux annexes et en conséquence des revenus saisonniers qui en provenaient. Si l'on considère que les revenus qu'ils tiraient du travail agricole pendant l'hivernage étaient déjà la moitié de la normale, la baisse de deux tiers des superficies exploitées en décrue devrait se traduire par une baisse correspondante sur les revenus qui en étaient tirés et conduire à des revenus globaux inférieurs de moitié à ceux d'une année moyenne. Dans le nord du Guidimakha (nord-ouest de la zone de cultures pluviales) rien n'est venu corriger le déficit des revenus provenant du travail du diéri/cultures pluviales de court cycle (unique typologie agricole de la zone) de la campagne agricole passée. En plus, malgré la participation accrue des ménages, on ne signale, nulle part, pour le moment, des revenus provenant de l'exode supérieurs à ceux d'une année moyenne dans la zone agropastorale, ni la zone de cultures pluviales. Outre qu'habituellement ces dernières ne commençaient à se manifester en grandeur qu'à partir du mois de mai, la morosité économique qui affecte les villes mauritaniennes et la faiblesse des opportunités de travail dans les zones agricoles maliennes limitent, pour l'instant, cet apport.

Dans les zones pastorales le départ précoce en transhumance a réduit, depuis février, le recours à la main d'œuvre pastorale locale alors qu'en année moyenne ce phénomène n'arrivait qu'en avril/mai. Par contre, dans l'ouest de la vallée du fleuve, le démarrage normale de la campagne de contre saison offre des opportunités de travail et de revenus autant aux ménages pauvres de la zone qu'à ceux du sud de la zone de transhumance pastorale. Dans les zones oasiennes, les revenus sont stabilisés par les salaires réguliers tirés des activités minières et routières ainsi que par les apports du salariat et des ventes provenant du maraichage saisonnier.

Sur le plan des marchés et des prix : Les marchés de toutes les zones de moyens d'existence sont régulièrement bien approvisionnés en denrées alimentaires importées (riz, blé, huile, lait, sucre, thé, etc.). Par contre l'offre saisonnière en sorgho (céréale traditionnelle) est, comparativement à une année moyenne, très basse tant en raison de la mauvaise production nationale que de la baisse des flux saisonniers transfrontaliers qui provenaient du Mali et du Sénégal. Il en résulte, dans la plupart des zones de moyens d'existence, des prix du kilogramme de sorgho supérieurs à ceux de la moyenne des cinq dernières et supérieurs à ceux de la même période de 2013 et au mois de février 2014.¹ Ce n'est que dans la vallée du fleuve, où les productions de riz local et les petites productions de sorgho du walo limitent la demande en sorgho commercialisée qu'on observe, par rapport à février, une baisse de prix de 12.5 pour cent. Au marché de Magta Lahjar, dans la poche de préoccupation de la zone agropastorale qui englobe également les moughataa de Monguel, M'Bout, le nord-ouest de celle de Kankossa et le sud-ouest de celle de Kiffa, la hausse du prix du kilogramme de sorgho a commencé se stabiliser. Cette situation s'explique surtout par l'importante disponibilité en blé dont le prix est resté stable sur le marché. Le départ pour d'autres espaces pastoraux de nombreux maliens, grands consommateurs de blé, serait une des causes de la disponibilité de blé. Dans les autres zones la relative stabilité du prix des céréales de substitution (riz importé et blé) se traduit par une faible hausse de celui du sorgho.

Les prix du bétail (mouton moyen, taurillon de deux ans) toujours plus élevé que la moyenne des cinq dernières années (zone vallée du fleuve Sénégal +65.40 pour cent, zone cultures pluviales +47.20 pour cent, zone oasienne +65.70 pour cent et zone agropastorale +62.60 pour cent) repart en hausse dans toutes les zones. Les baisses causées par l'arrivée des transhumants se sont estompées avec le départ de ces

derniers et comparativement aux mois précédents et à la même période de 2013, ils sont en hausse sauf dans la zone oasienne où on enregistre, en mars, comparativement à février, une baisse de 5 pour cent. Dans l'ensemble des zones de moyens d'existence, en dépit des baisses enregistrées en mars, comparativement aux mois précédents, les termes d'échange continuent, comme en année moyenne, d'évoluer en faveur des ménages pastoraux.

SUPPOSITIONS

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire au niveau national d'avril à septembre 2014, se fonde sur les hypothèses générales suivantes:

Sur la production :

- Vu que la crue fluviale a été importante et que les nappes phréatiques des zones du nord ont été bien alimentées, la production maraîchère de la vallée du fleuve et des zones oasiennes sera exécutée conformément à son calendrier cultural, avec une fin de la campagne hivernale en mars et une campagne de saison chaude en avril et mai. Les ménages pauvres de en tireront de la nourriture et des revenus, au moins, égaux à ceux d'une année moyenne.
- La production de la campagne de contre saison chaude de riz (février à mai/juin) sera conforme aux prévisions avancées par le service des statistiques agricoles et permettra aux ménages pauvres de l'ouest et du centre de la vallée ainsi que ceux des zones avoisinantes, de disposer de revenus provenant du travail agricole saisonnier, conformes à ceux d'une année moyenne.
- Dans les zones oasiennes, la production de dattes (source de nourriture et de revenus) sera égale à celle d'une année moyenne car la nappe phréatique a été bien réalimentée.
- Considérant, conformément aux prévisions saisonnières, que le démarrage de la saison des pluies sera normal, les cultures sous pluies devraient être réalisées comme en année normale avec une disponibilité en semences assurée par les ménages avec l'appui du gouvernement et de ses partenaires (FAO habituellement). Les travaux de préparation des sols commenceront en juin et ceux des semis et du sarclage se dérouleront, conformément au calendrier cultural des cultures sous pluies en juillet et début août occasionnant des revenus agricoles égaux à ceux d'une année moyenne.
- Les zones de décrue connaîtront des taux de remplissage conformes à ceux d'une année moyenne.

Sur le comportement des marchés et la tendance des prix :

- Vu que les circuits d'importation fonctionnent normalement, on s'attend à un approvisionnement régulier et suffisant des marchés de l'intérieur du pays.
- Avec les perspectives d'une saison des pluies semblable à celle d'une année moyenne, les paysans maliens vont procéder à un déstockage qui va, dès juin, relancer les flux transfrontaliers qui deviendront plus dynamiques pour répondre aux demandes internes. Les flux internes de céréales traditionnelles ne recommenceront cependant qu'en fin septembre, avec les récoltes des cultures de court cycle.
- Des prix du sorgho resteront toujours très élevés mais qui se stabiliseront avec la probable reprise des flux maliens, entre juin et septembre.
- Le prix du blé, principale céréale de substitution des céréales traditionnelles, bien qu'en baisse en mars, va repartir en hausse, dans les zones pastorales et

agropastorales sous les effets combinés de la demande humaine (faible disponibilité en céréales traditionnelles et prix élevés du riz) et du déficit de pâturage (principal substitut de l'aliment bétail en raison de la médiocrité de la qualité produite dans le pays et de la cherté de celui qui est importé du Sénégal et du Mali). On devrait donc s'y attendre à des prix (entre avril et août) supérieurs à la moyenne saisonnière (plus de 10 pour cent environ) car la demande va augmenter dans les zones pastorales de l'ouest et du sud du pays.

- Les programmes d'assistance du gouvernement à vendre des aliments de base au prix réduit, comme des Stocks Alimentaires Villageois de Sécurité (SAVS) et des Boutiques de Solidarité (BS), seront renforcés par le gouvernement.
- La hausse importante et continue du prix du bétail va se généraliser, à partir d'avril et se maintenir jusqu'en septembre avec le retour progressif des bonnes conditions pastorales. La demande en bétail pour la fin du Ramadan devrait logiquement contribuer à accentuer cette hausse, entre juin et juillet.

Sur le plan des revenus de travail :

- Des revenus provenant du travail local non agricole resteront en baisse, entre avril et juin, comparativement à une année moyenne, sauf dans l'ouest de la vallée du fleuve (grâce aux travaux de la contre saison chaude de mars à juin et de la campagne hivernale rizicole de juin à septembre) et dans les zones oasiennes où les activités liées à la récolte des dattes offriront, aux ménages pauvres, des revenus au moins égaux à ceux d'une année moyenne.
- De juillet à septembre, avec un démarrage normal de la saison de pluies, les revenus saisonniers du travail agricole seront au moins égaux à ceux d'une année moyenne dans toutes les zones de moyens d'existence avec la progression normale attendue de la saison des pluies, voir de la campagne agricole.
- D'avril à juin, les activités relatives à l'exploitation écologique (vente de paille, de bois et de charbon de bois) continueront également à se réduire à cause de la surveillance exercée par les agents du ministère de l'environnement et de la concurrence des citernes de gaz qui vont jusque dans les zones rurales.
- Des revenus provenant de l'exode resteront inférieurs à ceux d'une année moyenne, entre avril et juin en raison de la baisse des opportunités de travail dans les zones voisines d'accueil. On s'attend cependant à ce qu'ils retrouvent leur niveau d'une année moyenne, entre juillet et septembre du fait de la probabilité d'une saison de pluies moyenne.
- Les revenus du travail pastoral resteront en baisse entre avril et juin à cause du départ précoce en transhumance.

RÉSULTATS LES PLUS PROBABLES DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les ménages pauvres de la plupart des zones où les activités agraires sont prépondérantes resteront globalement en situation de Stress insécurité alimentaire aiguë (Phase 2 de l'IPC) d'avril à juin, soutenus en cela par la poursuite des programmes d'assistance en cours. Du fait qu'on s'attend à une saison des pluies avec une répartition spatiotemporelle moyenne la demande relative au travail agricole, les pâturages et la disponibilité en eau, et les tendances de prix deviendront normaux de juillet à septembre. Cela se traduira probablement, durant la même période, par une insécurité alimentaire aiguë Minimal (Phase 1 de l'IPC) pour la majeure partie des ménages du pays.

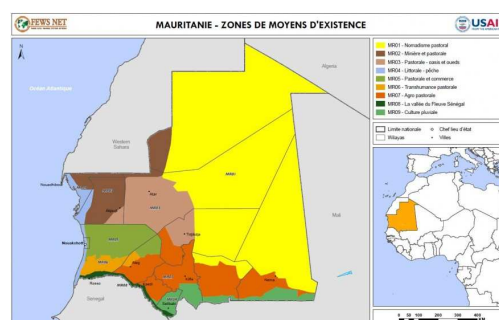
Toutefois, dans le nord-ouest de la zone agropastorale et dans l'ouest de la zone de cultures pluviales (nord et centre du Guidimakha) les effets cumulés de l'échec des cultures, de la baisse des revenus saisonniers et du ralentissement des flux

transfrontaliers maliens et sénégalais conduiront, entre avril et juillet, à une situation de Crise (Phase 3 de l'IPC). Vu la faible probabilité d'accès à des revenus provenant de l'exode pouvant leur permettre d'acheter régulièrement et suffisamment de la nourriture, les pauvres seront confrontés à des déficits de protection de leurs moyens d'existence et les plus pauvres pourraient commencer à connaître des déficits de survie. De juillet à septembre, l'installation probable d'une saison pluvieuse conforme à celle d'une année moyenne devrait commencer à faire évoluer, progressivement, tous les ménages en Stress (Phase 2 de l'IPC) vers une insécurité alimentaire aiguë Minimale (Phase 1 de l'IPC) avant la fin de septembre.

Zones de Préoccupation

Le nord-ouest de la zone de cultures pluviales

Elle comprend le nord de la moughataa de Sélibaby et toute celle de Ould Yengé où environ 75 pour cent des agriculteurs sont pauvres et ne pratiquent, par an, que la seule culture pluviale qui leur fournit 35 pour cent de leur nourriture annuelle et dont la vente leur apporte 20 pour cent de leurs revenus annuels. Ils sont donc très vulnérables aux chocs pluviométriques qui affectent leurs activités agricoles. Leur principale stratégie de vie et d'adaptation est l'exode qui leur rapporte environ 20 pour cent de leurs revenus et leur permet en grande partie d'accéder aux denrées alimentaires commercialisées.



MAURITANIE - ZONES DE MOYENS D'EXISTENCE

Source: FEWS NET

SITUATION ACTUELLE

- Les ménages pauvres n'ont plus de stocks de céréales, depuis décembre. La mauvaise productivité des cultures pluviales (unique typologie de la zone) ne leur a pas permis de disposer de stocks alors qu'en année moyenne, ils arrivaient à en disposer jusqu'en février/mars soit quatre à cinq à mois après les récoltes d'octobre/novembre.
- Depuis janvier ils recourent à des achats de nourriture soit dans les SAVS et les BS où les prix sont de 30 à 40 pour cent plus bas que ceux du marché formel lorsqu'ils disposent de revenus, soit par des emprunts auprès des marchands locaux sur hypothèque des prochains revenus et des futures productions agricoles.
- Comme dans le reste de pays, les marchés sont bien approvisionnés en toutes denrées alimentaires importées.
- L'offre en céréales traditionnelles (mil et sorgho), habituellement très importante, en cette période est nettement moindre que celle d'une année moyenne en raison du ralentissement et de la faiblesse des flux transfrontaliers. Au même moment, les prix des céréales traditionnelles connaissent des hausses atypiques. Au marché d'Adel Bagrou, le prix du kilogramme de sorgho connaît une hausse de sorgho 19,2 pour cent par rapport à février 2014 ; de 10,7 pour cent par rapport à la même période de 2013 et de 6,5 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années.
- Les revenus saisonniers locaux, provenant en grande partie des activités agricoles annexes (transformation) et des petits travaux liés le plus souvent à la construction,

sont plus bas que ceux d'une année moyenne car elles dépendent, en grande partie, des retombées des productions agricoles et pastorale.

- Les ménages ont multiplié le nombre de personnes allant en exode, mais les apports de l'exode par ménage restent inférieures à ceux d'une année moyenne (où ils envoyaient une à deux personnes) en raison de la baisse des opportunités de travail dans les zones d'accueil.
- Les conditions pastorales restent encore satisfaisantes malgré l'arrivée massive des transhumants nationaux et sénégalais, sauf au nord du Guidimakha où la mauvaise répartition temporelle a conduit à des pâturages plus pauvres et peu abondants.
- Les marchés de bétail sont bien approvisionnés par les ventes locales et celles des transhumants venant dans la zone plus précoce et plus nombreuse que d'habitude. Il en résulte une baisse atypique du prix de vente des animaux.
- L'enquête SMART de la période post récolte (décembre/ janvier) conduit par le Ministère de la Santé en collaboration avec UNICEF montre une variation de malnutrition aiguë globale entre 6,5 (4,4 - 9,6 95% C.I.) pour cent au Hodh Echargui, 4,0 (2,3 - 6,9 95% C.I.) pour cent au Hodh El Gharbi, 6,6 (3,9 - 10,9 95% C.I.) pour cent en Assaba et 9.3 (6,6 - 13,0 95% C.I.) pour cent au Guidimakha. Ces statistiques sont relativement proches de ceux des années moyennes.
- Les programmes d'assistance tels que les BS, SAVS, les Centres de Récupération Nutritionnelle ambulatoire (CRENAM) et les cantines scolaires continuent de fonctionner normalement et vendent les denrées alimentaires à des prix 30 à 40% moins élevés que ceux des marchés formels.

SUPPOSITIONS

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire locale décrit ci-dessous, d'avril à septembre 2014, se fonde sur les hypothèses générales suivantes:

- Les ménages pauvres doivent continuer à recourir à des achats de nourriture jusqu'aux prochaines récoltes en septembre, un achat qui est plus lourd qu'en année typique suite à l'épuisement des stocks précoce.
- Les conditions pastorales ne répondront pas au besoin du cheptel local, entre avril et juin. La production de lait, sera en baisse, entre avril et juin.
- Les conditions pastorales affectent également l'état embonpoint des cheptels et les prix des animaux seront en baisse, entre avril et juin, dans les zones rurales où les ménages pauvres sont obligés de vendre leurs animaux pour s'acheter de la nourriture. Avec le démarrage et l'évolution normale de la saison des pluies, le développement des pâturages, entre juillet et septembre conduira à une nouvelle hausse de leurs prix.
- L'exode, dès janvier, précoce de trois mois par rapport à une année moyenne, n'a pas encore donné lieu à des retombées significatives autres que la baisse des quantités de nourriture à acheter pour le ménage. Cette situation devrait conduire, entre avril et juin, à des baisses des apports de l'exode. Après juin, avec les retours des membres de la famille pour les travaux agricoles, les retombées de l'exode deviendront insignifiantes.
- La baisse du prix du blé conformément aux tendances saisonnières permettra aux ménages pauvres de recourir à cette denrée de substitution. Le bon fonctionnement des flux transfrontaliers (principalement avec le Mali) va assurer une disponibilité en sorgho qui va limiter le recours au blé, au moins jusqu'en septembre.
- L'approvisionnement des marchés en denrées alimentaires importées les plus consommées dans la zone (sorgho, maïs, riz, blé, sucre, thé et huile) restera

suffisant. On ne s'attend pas, malgré la nouvelle hausse du prix du carburant, à des fortes hausses du prix des denrées alimentaires importées. Le temps de dépendance du marché sera plus long qu'en année normale mais les ménages pauvres pourront continuer à bénéficier des bas prix des BS et SAVS.

- De juin à septembre, les revenus provenant du travail agricole retrouveront leur niveau d'une année moyenne. Avec l'installation normale attendu de la saison de pluie, il est prévu que il y aura une demande typique de travaille saisonnier.
- Les programmes d'assistance resteront conformes à ceux d'une année normale.

RÉSULTATS LES PLUS PROBABLES DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'évolution de l'insécurité alimentaire aiguë dans la plus part des parties de la zone cultures pluviales reflète une situation de Stress (Phase 2! de l'IPC) où les ménages pauvres n'arrivent à protéger leurs moyens d'existence que par les programmes d'assistance en cours. Cette situation ne pourra disparaître qu'à partir de juillet avec la reprise du travail agricole et le retour des conditions pastorales comparables à celles d'une année normale, qui viendront renforcer l'impact continue des programmes d'assistance, pour replacer les ménages en situation d'insécurité alimentaire aiguë Minimale (Phase 1 de l'IPC).

Toutefois, dans le nord et le centre du Guidimakha, l'absence de stocks et la faiblesse des revenus saisonniers sont si marquées que les ménages pauvres, obligés de recourir à des achats de nourriture, sont confrontés à des difficultés de protection de leurs moyens d'existence qui peuvent engendrer des déficits de survie. En avril ils sont déjà en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) et à moins d'un grand choc sur le fonctionnement du marché, ils devraient rester dans cette situation jusqu'en juin. De juillet, avec la reprise du travail agricole pendant la saison de pluie et l'amélioration des conditions pastorales, voir l'accès au lait et des hausses des prix des animaux, on s'y attende à ce que la situation connaisse une légère amélioration qui conduirait cette partie du Guidimakha vers une situation de Stress (Phase 2! de l'IPC) compte tenu de la continuation de l'assistance. Avant la fin de septembre, l'accès aux productions agricoles (céréales et légumineuses) de court cycle fera évoluer cette situation vers une insécurité alimentaire aigue Minimale (Phase 1 de l'IPC), conforme à leur situation en année moyenne.

L'ouest de la zone agropastorale

Cette zone englobe le nord et l'est du Gorgol, le nord du Brakna et le centre-ouest de l'Assaba. Environ 60 pour cent de la population est constitué d'agropasteurs pauvres à dominante agricole. En année moyenne la production agricole couvre 30 pour cent de leurs besoins alimentaire et sa vente 20 pour cent de leurs revenus. Ils achètent, entre mars et juillet 35 pour cent de leur nourriture le plus souvent avec l'argent procuré par l'exode et par des emprunts en nature auprès des marchands locaux qui se feront rembourser en nature, lors des récoltes, où les rapports sont les plus avantageux.

SITUATION ACTUELLE

- La dégradation des pâturages dans le sud-ouest de la zone est causée par une surcharge pastorale atypique occasionnée par l'arrivée précoce des transhumants. Dans le reste de la zone (centre et est) les pâturages satisfont au besoin du cheptel local.
- Avec l'assèchement en cours des eaux de surface, les éleveurs recourent de plus en plus aux puisards, aux forages et aux mares. Il en résulte un besoin de main

d'œuvre pastorale dont la prise en charge est assurée par la vente d'animaux.

- La baisse de la biomasse accompagnant les difficultés d'accès à l'eau ont il en résulte à une disponibilité saisonnière en lait moins importante que celle d'une année moyenne dans l'ouest de la zone.
- L'échec des cultures pluviales de long cycle et des cultures de décrue (principale source de céréales de la zone) du fait de la mauvaise répartition temporelle des pluies et suite à des infestations de cantharides et de sésame ont entraîné une faible disponibilité de céréales traditionnelles chez les pauvres. Depuis janvier, ils recourent à des achats de céréales (sorgho surtout) dont les prix sont en hausse en raison d'une offre saisonnière fortement réduite par la modestie des récoltes locales et la faiblesse des flux transfrontaliers maliens et sénégalais causée par une production céréalière nettement inférieure à celle d'une année moyenne.
- De ce fait, les marchés restent mal approvisionnés en céréales traditionnelles (sorgho, mil et maïs) et les flux internes sont surtout orientés vers les marchés des centres administratifs où les populations sont sensées disposer d'un pouvoir d'achat plus important.
- Les marchés de toute la zone sont néanmoins bien approvisionnés en céréales de substitution (riz et blé) et en denrées alimentaires importées dont les prix sont supérieurs la moyenne des cinq dernières années.
- La baisse saisonnière atypique du prix des animaux, causée par une importante offre saisonnière inhabituelle conditionnée par les ventes des transhumants se traduit par une régression des termes d'échange qui restent néanmoins encore favorables aux éleveurs.

SUPPOSITIONS

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire locale décrit ci-dessous, d'avril à septembre 2014, se fonde sur les hypothèses générales suivantes:

- Les marchés seront, durant toute la période du scénario, bien approvisionnés avec des prix du sorgho et du blé évoluant vers la hausse, en raison de la forte demande causée par la faiblesse des productions céréalières locales. Les prix des autres denrées alimentaires importées devraient rester stables vu les tendances des flux internationaux.
- Les programmes d'assistance, tels que les SAVS, les BS, les CRENAM et les transferts d'argent, fonctionneront normalement.
- Les termes d'échange bétail à céréales, bien que s'inscriront dans une tendance à la baisse jusqu'en mi-avril, repartiront en hausse entre fin avril et septembre vu que l'amélioration des conditions pastorales et les récoltes des cultures de court cycle vont limiter le recours aux achats et emprunts de nourriture conformément aux tendances saisonnières.
- La saison de pluies commencera typiquement en juin et s'inscrira dans les tendances d'une année moyenne. L'entraînant des activités agricoles et des revenus conformes à ceux d'une année moyenne. Il devrait en découler une amélioration d'accès à la nourriture pour les ménages.
- Le retour des meilleures conditions pastorales suite à une pluviométrie moyenne à inférieure à la moyenne vont permettre dès juillet, l'amélioration de la disponibilité en lait qui est un aliment essentiel de la zone.
- Les paysans maliens vont, à partir de juin, procéder à de nouveaux déstockages qui vont améliorer la disponibilité en céréales traditionnelles et favoriser l'accès aux semences.
- La main d'œuvre agricole en exode rentrera en début juin suivant les tendances de la saison des pluies et s'investira dans les travaux agricoles avec des salaires au

moins égaux à ceux d'une année moyenne suite à la inscription normale attendu de la saison pluviale et demande de la main d'œuvre agricole typique.

- Les mécanismes d'emprunt de nourriture à crédit sur hypothèque des prochains revenus et récoltes, seront très accentués entre avril et juin mais fonctionneront entre juillet et septembre avec la même intensité qu'en année moyenne.
- Le dysfonctionnement des systèmes d'approvisionnement des marchés, entre juillet et septembre, sous les effets d'une hausse du prix du carburant, d'une distribution handicapée par l'impraticabilité des routes pendant la saison des pluies. Il devrait en résulter, avant la maturation des cultures en fin août, une hausse de prix des denrées alimentaires très élevés (jusqu'à 30 pour cent) aggravée par les pratiques spéculatives courantes pendant la période de soudure (avril/mai à août) qui vont accentuer les difficultés des ménages pauvres à accéder à une nourriture régulière et suffisante, entre juin et début août.

RÉSULTATS LES PLUS PROBABLES DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les ménages pauvres de cette zone de préoccupation pourraient commencer à faire face à des déficits de consommation, entre avril et début juin et se placer en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC). Entre juillet et août, avec l'installation de l'hivernage qui va progressivement entraîner la reprise du travail agricole, l'émergence de conditions pastorales favorables à l'amélioration de la production laitière et la probable reprise des flux maliens de céréales traditionnelles cette situation de Crise va régresser en situation de Stress (Phase 2! de l'IPC) en prenant en compte l'assistance continue. Les effets combinés de ces facteurs cités et l'accès à la production verte et sèche des cultures de court cycle en septembre vont les replacer dans une situation d'insécurité alimentaire minimale (Phase 1 de l'IPC) à la fin de septembre.

Le reste de la zone agropastorale, moins affectée par la dégradation des pâturages et déficits de production, devrait continuer à être en situation de Stress (Phase 2! de l'IPC) dont la dégradation sera contenue, entre avril et juillet, par les programmes d'assistance en cours. De juillet à septembre, les ménages pauvres se retrouveront dans une situation d'insécurité alimentaire (Phase 1 de l'IPC).

¹FEWS NET Bulletin des Prix, Mauritanie, Avril 2014, page 3 pour les prix du sorgho

Événements qui Pourraient Changer les Scenarios

Table 1. Événements possibles dans les prochains six mois qui pourraient changer les scénarios ci-dessus

Zone	Événement	Impacts sur les conditions de la sécurité alimentaire
Nationale	Augmentation atypique du prix du blé et du riz sur les marchés internationaux	Forte hausse du prix des denrées (y compris le sorgho et le mil) d'où la limitation de leur accès par les ménages pauvres

Zone	Événement	Impacts sur les conditions de la sécurité alimentaire
	Disfonctionnement durable des flux transfrontaliers	Hausse continue du prix des céréales traditionnelles entraînant conséquence celle du prix des céréales de substitution (blé et riz)
	Installation tardive de la saison des pluies	Amplification des transhumances et forte pression sur le blé qui est le principal substitut de l'aliment de bétail. Outre la difficulté de répondre à la hausse de la demande de ce produit qui est importé, la concurrence entretenue par les besoins du cheptel va entraîner une hausse spectaculaire du prix du blé comparable à celle de 2011.
		Limitation des revenus saisonniers provenant du travail agricole suit à la baisse de demande en main d'œuvre.
	L'arrêt des programmes d'assistance avant les prochaines récoltes	Forte probabilité d'une surenchère du prix des denrées alimentaires qui va entraîner une drastique réduction de la capacité d'accès alimentaire des ménages pauvres.
Zone agropastorale	Transhumance durable causée par un démarrage tardif de la saison des pluies ou une irrégularité des pluies qui limite le développement des pâturages	Des revenus inférieurs à la moyenne (si le temps de présence des transhumants est plus long) pour les ménages pauvres impliqués dans le travail pastoral.
	Le disfonctionnement prolongé des circuits d'approvisionnement à partir de Nouakchott et du Mali	Affectation du niveau d'approvisionnement des marchés et conduire à des hausses des prix qui vont accentuer les difficultés d'accès alimentaires des ménages pauvres

Zone	Événement	Impacts sur les conditions de la sécurité alimentaire
Zone de cultures pluviales	Des programmes additionnels d'assistance au profit des ménages pauvres	Amélioration de leur disponibilité alimentaire et réduction de la pression sur leur cheptel.
	Le disfonctionnement prolongé des circuits d'approvisionnement à partir de Nouakchott et du Mali	Relance des mécanismes d'emprunt et conduire a une sensible baisse des niveaux actuels de l'insécurité alimentaire dans les deux parties de la zone. Cette perspective est d'autant plausible que des élections présidentielles sont attendues en juin situation de crise (niveau 3 IPC2.0).
	Des programmes additionnels d'assistance au profit ménages pauvres	Affectation du niveau d'approvisionnement des marchés, hausse des prix et accentuation des difficultés d'accès alimentaires des ménages pauvres
	Des programmes additionnels d'assistance au profit ménages pauvres	Amélioration de leur disponibilité alimentaire, Relancer des mécanismes d'emprunt sensible baisse des niveaux actuels de l'insécurité alimentaire dans les deux parties de la zone.

A Propos de l'Elaboration de Scenarios

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains six mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus, cliquez ici.

URL source: <http://www.fews.net/fr/west-africa/mauritania/food-security-outlook/tue-2014-04-01-tue-2014-09-30>

FEWS NET is a USAID-funded activity. The content of this report does not necessarily reflect the view of the United States Agency for International Development or the United States Government.

